



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 5, numéro 11

Janvier-Mars 2022

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

DU ROLE DES MEDIAS DANS LA RESOLUTION DES CONFLITS A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : REGARD SUR LE JOURNALISME DE PAIX

Felly LUKUNGA NGOMBA

Assistant à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC et Secrétaire Général de
l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégique/Kinshasa-RDC

felissanolukunga@gmail.com ; lukunga.n@irges.org

RESUME

L'information a toujours été un enjeu stratégique en temps de conflits armés. C'est dans cette optique que la plupart de chercheurs se donnent à des réflexions scientifiques dans le sens de « médias et construction de la paix. En consacrant cette recherche sur le journalisme de paix, cet article inscrit la réflexion sur la conceptualisation d'une communication de paix dans le contexte des conflits armés en République Démocratique du Congo. Celle-ci recouvre quelques activités de communication menées par des médias nationaux et internationaux et qui vont dans le sens ou contre-sens de la recherche de la paix.

Mots-clés : médias, résolution des conflits, journalisme de paix, RDC.

SUMMARY

Information has always been a strategic issue in times of armed conflict. It is in this perspective that most researchers give themselves to scientific reflections in the direction of "media and construction of peace. By devoting this research to peace journalism, this article inscribes the reflection on the conceptualization of peace communication in the context of armed conflicts in the Democratic Republic of Congo. This covers some communication activities carried out by national and international media and which go in the direction or against the direction of the search for peace.

Keywords: media, conflict resolution, peace journalism, DRC.

INTRODUCTION

La crise politique et socio-sécuritaire qui a marqué la République Démocratique du Congo ces dernières décennies est une crise de longue durée, émaillée de violences chroniques sur fond de faillite de l'Etat, d'économie de la débrouille et de profonds clivages entre groupes socio-ethniques. Alors que les groupes armés se caractérisent par leur criminalisation, leur fragmentation et leur lutte pour le pouvoir, les tensions intercommunautaires ont mis à mal l'unité nationale et le contrat social congolais à l'est de la RDC. Cette instabilité a atteint un degré de violence si élevé de sorte que la communauté internationale s'est portée au secours de la RDC.

Outre l'implication de la communauté internationale, il sied de relever que les conflits à l'Est de la RDC suscitent l'intérêt des médias tant nationaux qu'internationaux. Cet article se penche sur le traitement des contenus informationnels pour vérifier s'ils respectent les principes du journalisme de paix.

En effet, le journalisme de paix dont il est question dans cette réflexion s'intéresse aux réflexions scientifiques en Sciences de l'Information et de la Communication et les relations internationales spécialement dans la prévention, gestion et résolution des conflits. Nous analysons la couverture médiatique desdits conflits afin de voir dans quelle mesure contribuer au retour de la paix en République Démocratique du Congo. L'idée est, également, de mettre un terme à une forme de journalisme qui est de nature à exacerber les tensions, en d'autres termes, le journalisme de guerre ou de haine.

La particularité de ce journalisme dans la couverture médiatique des conflits armés à l'Est de la République Démocratique du Congo a alors la particularité d'être une pratique focalisée sur les élites, l'issue des conflits et les discours propagandistes. Ainsi, le journalisme de paix se retrouve rejeté par certains professionnels de l'information tant nationaux qu'internationaux.

Le journaliste qui met sa plume pour couvrir de tels conflits, doit se baser à connaître tous ses contours enfin d'espérer à une résolution des

conflits. Avant tout, il doit être soumis à un devoir d'objectivité. Barnabé Kikaya Bin Karubi disait le 03 mai 2002 : « l'éthique du journaliste congolais est mise en rude épreuve par la pratique quotidienne d'une information constamment déformée, non vérifiée, voire délibérément faussée ». Partant de cette phrase, les journalistes devraient soigneusement veiller à éviter autant des critiques qui leur sont formulées, qu'elles soient explicites ou implicites de manière directe ou indirecte.

Dans leur façon de traiter ou de couvrir les conflits, il appert que ces médias utilisent des termes qui ne militent pas à et ne promeuvent pas la paix. On décèle de constat selon lequel ces conflits sont caractérisés par une violence incomparable, une barbarie, des actes cauchemardesques et une atrocité inégalée à l'endroit de la population civile en général et spécialement à la femme et à l'enfant. Ils relèvent des villages et personnes brûlés, des personnes découpées à la machette, des femmes enceintes éventrées, des traitements inhumains sur des personnes vulnérables et même sur des dépouilles mortelles. Bref, des informations qui s'écartent des principes fondamentaux du journalisme de paix basés sur l'idée que les journalistes puissent atténuer les conflits par une manière responsable et différente d'en couvrir l'actualité. Cet idéal journalistique se présente en contre poison d'une autre forme du journalisme beaucoup propagandiste ou de guerre.

Face à ce constat, nous orientons notre réflexion autour des questions de recherche suivantes : Pourquoi les conflits armés à l'Est de la RDC sont couverts dans l'irrespect des normes du journalisme de paix ? Est-ce que les journalistes travaillant dans les médias nationaux et internationaux s'imprègnent du journalisme de paix ? Le journalisme de paix peut-il jouer un rôle essentiel dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits à l'Est de la République Démocratique du Congo ?

La méthode d'analyse qualitative d'Olivier Brito et Sébastien Pesce nous sert de grille d'analyse. Elle va nous permettre de comprendre les significations profondes des conflits armés à l'Est de la RDC. A travers cette démarche, il est possible de cerner les subtilités des faits conflictuels, des

récits, des images ou même des sons produits par les entreprises médiatiques et journalistes.

I. ANALYSE DES CONTENUS INFORMATIONNELS SUR LES CONFLITS EN RDC

L'idée de procéder à une analyse de contenus informationnels est motivée par le souci d'étudier avec un certain recul les pratiques journalistiques de quelques médias congolais et internationaux. Il s'agit concrètement de déterminer s'ils mettent en pratique certains principes du journalisme de paix.

L'analyse de contenu peut porter sur plusieurs types de documents comme le dit Leray.¹ Elle convient à l'étude des médias congolais et internationaux qui produisent, non seulement du son, mais aussi des vidéos, des images et des textes grâce à internet.²

Dans le cadre d'une recherche qualitative, l'analyse de contenu consiste alors à « (...) scruter en profondeur un corpus en fouillant systématiquement au moyen de fines catégorisations (...) », les éléments de ce corpus.³ En outre, vu que le professionnalisme ou l'équilibre ne suffisent pas à déterminer si les journalistes adoptent des pratiques orientées vers le journalisme de paix, nous avons fait le choix d'analyser de manière spécifique la couverture médiatique des conflits à l'Est de la RDC par la radio Okapi, la RTNC, l'Actualité.cd, l'Agence France Presse, la TV5 Monde. Pour pouvoir constituer notre corpus, nous avons eu recours à la revue de presse desdits médias, leurs sites internet. Il nous permet de déterminer les contenus et les sujets autour desquels mener nos analyses.

I. 1. Grille d'analyse et présentation des données

Contenu de l'article	Sujet	Source	Observations
Un groupe d'experts a critiqué vendredi les "approches militaires" privilégiées par le	Conflit dans l'Est de la RDC: les	<i>actualite.cd</i> avec AFP, 17 septembre 2021	Journalisme traditionnel, l'irrespect du

¹ LERAY C., *L'analyse de contenu : De la théorie à la pratique, la méthode Morin Chartier*, Presse de l'Université du Québec, Québec, 2008, p. 6.

² ANTOINE F., *Analyser la radio : méthodes et mises en pratique*, De Boeck, Paris, 2016.

³ LERAY C., *Op. cit.*, p. 6.

président congolais Félix Tshisekedi pour mettre fin au conflit armé dans l'est de la République démocratique du Congo, où plus plusieurs centaines de civils ont été tués ces quatre derniers mois. La partie orientale de la RDC est en proie à la violence depuis plus de 25 ans, en raison de la présence d'une centaine de groupes armés locaux et étrangers d'importance diverse. L'armée mène des opérations militaires dans au moins trois provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri). "Les approches, principalement militaires, qui ont été privilégiées par Félix Tshisekedi depuis son arrivée à la présidence, en janvier 2019, n'ont toujours pas amené les résultats espérés", analyse le Kivu security tracker (KST) dans un rapport. "Elles ont même parfois contribué à aggraver la situation, comme lors de l'offensive de grande envergure, lancée contre les Forces démocratiques alliées (ADF) fin octobre 2019, et qui a été suivie par une vague de massacres contre les civils inédite depuis celle de 2014-15", estime le KST, une initiative conjointe de l'ONG américaine Human Rights Watch et du Groupe d'étude sur le Congo.	"approches militaires" de Tshisekedi critiquées		principe du journalisme de paix.
---	---	--	---

Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ont été placées sous le régime de l'état de siège depuis le 6 mai dernier par le président Tshisekedi, avec pour objectif de mettre fin à l'activisme des groupes armés. Cette mesure exceptionnelle "n'a pas, non plus, permis d'atteindre les résultats escomptés pour l'instant. Celui-ci a essentiellement consisté dans le transfert de très larges parties du pouvoir civil à des gouverneurs, administrateurs de territoire et maires militaires ou policiers", estime le KST. Des tueries sont rapportées quasi quotidiennement dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Du 6 mai au 10 septembre, "au moins 739 civils ont été tués" dans ces deux régions, selon l'organisation américaine HRW. La grande majorité de ces massacres sont attribués aux ADF. A l'origine des rebelles musulmans ougandais, ils sont maintenant présentés par l'organisation jihadiste État islamique (EI) comme sa branche en Afrique centrale. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé la tenue "d'une réunion de sécurité visant la			
--	--	--	--

réorganisation logistique et opérationnelle de l'état de siège pour l'adapter aux nouvelles données du terrain".			
Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, a achevé vendredi 18 décembre la mission débutée dimanche dernier en République démocratique du Congo (RDC). Avec les acteurs politiques congolais, il a évoqué la crise politique actuelle et s'est rendu dans l'est du pays pour évaluer la situation sécuritaire et humanitaire. Avec notre envoyé spécial à Goma, Patient Ligodi Sur le plan politique, Jean-Pierre Lacroix a appelé ses interlocuteurs congolais au calme et à la retenue. À Félix Tshisekedi, qu'il a rencontré le 15 décembre, il avait émis le souhait de voir la crise institutionnelle qui a abouti à la fin de la coalition entre Cap pour le changement de l'actuel président de la République et Front commun pour le Congo de Joseph Kabila à être réglée le plus rapidement possible. La RDC ne peut pas se permettre « une crise institutionnelle grave », avait déjà déclaré au début du mois devant le Conseil de sécurité	RDC: face à la crise politique et aux conflits armés, Jean-Pierre Lacroix prône le dialogue	RFI, 19/12/2020	Journalisme traditionnel, l'irrespect du principe du journalisme de paix.

la cheffe de la Monusco, Leila Zerrougui. Sur le plan sécuritaire et humanitaire, Jean-Pierre Lacroix s'est rendu à Pinga, dans la province du Nord-Kivu, et à Roe dans la province de l'Ituri. Comme il l'explique, « c'est un choix qui est dicté par le fait que ce sont des zones où il y a eu des affrontements, des actions des groupes armés, des personnes déplacées et des dégâts économiques importants ». Pour lui, il faut absolument s'attaquer aux causes profondes de ces conflits armés. « Il faut chercher à renouer le dialogue entre les communautés, entre ceux qui s'affrontent, même si c'est difficile, ensuite regarder vraiment la question du pillage des ressources économiques, déclare-t-il. Ce sont des zones qui ont des richesses absolument impressionnantes. Comment faire en sorte de mettre fin durablement à ce phénomène ». Il a aussi insisté sur le rétablissement de l'autorité du pays dans les zones marquées par les violences.			
Massacres, viols, affrontements... Le président Tshisekedi s'était dit "prêt à mourir" pour rétablir la paix dans l'est du pays. Fief de dizaines de groupes armés congolais et étrangers, ces	RDC : les groupes armés continuent de régner dans l'est	TV5MONDE Plus avec AFP, 10.08.2020	Journalisme traditionnel, l'irrespect du principe du journalisme de paix.

régions restent le théâtre de conflits sanglants. Selon un rapport de l'ONU, le nombre de meurtres a triplé en un an. "Mauvaise stratégie", "connivences entre responsables militaires et groupes armés", "dysfonctionnements au sein de l'armée"... Les hypothèses avancées sont nombreuses pour expliquer l'impossibilité de l'Etat à pacifier l'est de la RDC. Le 30 octobre 2019, l'armée congolaise lance des opérations contre tous les groupes armés actifs dans la partie orientale du pays. Malgré cela, le nombre des personnes tuées par ces groupes a explosé. Au 1er semestre 2020, le nombre de personnes tuées par les groupes armés (1 315) a triplé par rapport à la même période l'an dernier (416), selon un rapport du Bureau des droits de l'homme des Nations unies publié ce 5 août. L'Ituri a enregistré le nombre de morts le plus élevé (636), suivi du Nord-Kivu (541), Sud-Kivu (58) et Tanganyika (57). Cette augmentation est le signe "d'une détérioration de la situation des droits de			
--	--	--	--

l'homme dans les provinces en conflit, en particulier l'Ituri, le Sud-Kivu, le Tanganyika et le Nord-Kivu", a estimé le BCNUDH. le gouvernement a jugé "calme", la situation sécuritaire sur le territoire national, "en dépit des actions menées par certains groupes armés dans l'Est du pays", selon le dernier compte-rendu du Conseil des ministres. Kinshasa note ainsi "la poursuite de la pression militaire exercée par les FARDC (Forces armées de la RDC) sur les différents groupes armés encore actifs, pour les contraindre à déposer les armes". (Re)voir : RDC, 15 miliciens condamnés à 20 ans de prison en Ituri Parmi les actions militaires les plus significatives, figure celle contre les Forces démocratiques alliées (ADF) sur le territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu. Groupe d'origine ougandaise, les ADF étaient déjà tenues responsable de la mort de plus de 1.000 civils dans une série de massacres depuis octobre 2014 dans la région de Beni. Un "quartier général avancé" y a été mise en place en			
---	--	--	--

décembre 2019, sous le commandement du général Célestin Mbala, chef d'état-major des FARDC. Mais malgré ces offensives, les tueries n'ont pas cessé, bien au contraire. "Rien n'a changé" "Les stratégies du président Tshisekedi pour lutter contre les groupes armés ont démontré leurs limites. En réalité, sur le terrain, rien n'a changé malgré les opérations d'envergure de l'armée", a indiqué une source diplomatique occidentale. Selon cette source, toutes les pressions sur les positions rebelles ne sont pas soutenues par l'installation effective de la police et de l'administration : "Les espaces récupérés ont été aussitôt repris par les groupes armés". Plus nuancée, Noëlla Katongerwaki, présidente des organisations de la société civile de Beni, a estimé que l'absence de résultats est plutôt liée à un manque de "stratégies" appropriées. "Sur le terrain, nos militaires se battent, mais s'il n'y a pas des résultats, c'est parce qu'il n'y a pas d'actions politiques, ni une diplomatie très claire de la part de notre gouvernement".			
--	--	--	--

(Re)voir : RDC, fusillade meurtrière au Sud-Kivu Le 17 juillet, le président Tshisekedi, qui gouverne en coalition avec les fidèles de son prédécesseur Joseph Kabila, a procédé à des mouvements au sein de l'armée. Un des piliers militaires du régime du président Kabila, le général John Numbi, a été écarté de son poste d'Inspecteur général de l'armée. Mais "il n'y a pas eu un changement de fond (...) On a changé quelques chefs et parfois on a retiré les chefs qui commençaient à être efficaces avec leurs troupes sur le terrain", analyse Jean-Jacques Wondo, expert militaire congolais, proche de l'opposant Moïse Katumbi. La stratégie de M. Tshisekedi "n'a pas encore pris", selon M. Wondo, qui va jusqu'à soupçonner des "connivences entre certains responsables militaires et les groupes armés". En RDC, le moins gradé au sein de l'armée reçoit une solde mensuelle de 165.000 francs congolais (86,8 dollars) à laquelle s'ajoute une prime de 33.000 francs			
--	--	--	--

congolais (17,3 dollars) pour les militaires engagés au front. A cette faible rémunération, s'ajoute la réintégration d'anciens rebelles, parfois coupables d'exactions, dans l'armée régulière.			
Des groupes armés ont continué d'opérer en toute impunité dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), indique le rapport final d'experts des Nations unies sur la RDC envoyé au président du Conseil de sécurité le 10 juin 2021, et parvenu jeudi 17 juin à Radio Okapi. « La population civile de ces provinces a continué de subir des actes de violence pendant toute cette période. Au point que celle-ci, la population civile, a dû manifester son désespoir en partie par des émeutes et des manifestations contre la MONUSCO, la communauté internationale et les autorités congolaises », affirment les experts de l'ONU dans leur rapport final, qui résulte d'une série d'enquêtes menées par ces experts internationaux pendant la période comprise entre le 20 juillet 2020, date de leur désignation par le Secrétaire général de l'ONU et avril 2021. Ce rapport porte sur les conflits armés et leurs	Des groupes armés opèrent en toute impunité dans l'Est de la RDC, selon les Nations Unies	radiokapi.net, 17/06/2021	Journalisme traditionnel, mais se démarque parce qu'il fait parler les experts sur le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des rebelles.

conséquences dans trois provinces de l'Est du pays, le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu. Au Nord-Kivu, notamment, les experts rapportent que malgré les opérations menées par les FARDC pendant cette période, les Forces démocratiques alliées ougandaises, ADF, se sont reconstituées et ont intensifié leurs attaques en recourant davantage à des engins explosifs improvisés contre l'armée congolaise et les civils. Du côté de l'Ituri, les experts mentionnent entre autres, l'absence de progrès vers un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration concernant les factions de CODECO. Ce qui a concouru, notent-ils, à la dégradation graduelle de la situation humanitaire et de la sécurité dans le territoire de Djugu.			
Le département d'état des États Unis d'Amérique annonce des sanctions exemplaires à l'endroit de personnes physiques ou morales ayant collaboré soit apporté un soutien financier ou matériel aux ADF dénommés actuellement Daech-RDC. C'est ce qui ressort d'un	RDC: Les ADF désormais Daech-RDC désignés organisation terroriste mondiale	rtnc.cd, 19 mars 2021	Journalisme traditionnel, l'irrespect du principe du journalisme de paix.

communiqué officiel publié il y'a peu par l'Ambassade Américaine en poste à Kinshasa. Par ailleurs, le département d'état américain désigne le Daech-RDC ainsi que ses dirigeants notamment Seka Musa Baluku et Abu Yasir Hassan comme étant des terroristes mondiaux. Et ce, en vertu du décret présidentiel 13224. Sur ce, l'administration Biden met en garde tous les ressortissants Américains de participer aux opérations avec les leaders de cette organisation terroriste. Pour l'Ambassadeur Américain Mike Hammer, les États Unis s'emploient à soutenir les efforts du président Tshisekedi visant à mettre un terme aux groupes armés qui écument la partie Est de la RD Congo. «Comme le président Tshisekedi l'a déclaré, nous devons supprimer le financement de ces groupes et, avec cette désignation, les États-Unis montrent qu'ils sont prêts à faire leur part. Une coopération forte est nécessaire au sein des autorités nationales et provinciales ainsi qu'avec les pays frontaliers et la communauté internationale,			
--	--	--	--

pour mettre fin aux activités économiques illégales et à l'exploitation des ressources naturelles qui attise les conflits», dicit Mike Hammer. Il convient de signaler que Daech a annoncé le lancement de la province de l'État islamique en Afrique centrale (ISCAP) en avril 2019. C'était dans l'optique de promouvoir la présence d'éléments associés à Daech en Afrique centrale, orientale et australe.			
--	--	--	--

Source : Notre investigation

I. 2. Note d'analyse

En nous intéressant aux sources d'information des médias nationaux et internationaux dans leurs traitements des informations liées aux conflits armés à l'Est de la RDC, nous avons constaté que ces médias ne respectent pas les normes du journalisme de paix.

En effet, le journalisme pour la paix ne s'exerce pas de même façon que le journalisme traditionnel. Ainsi lorsque le journaliste s'engage à utiliser sa plume, son micro ou sa caméra dans le désir de promouvoir la paix, il est censé acquérir des attitudes particulières dans les expressions.

Nous estimons que le journaliste doit être en mesure d'analyser le conflit d'un autre œil. Il doit s'intéresser aux causes profondes, aux conséquences et aux modes de résolution du conflit qu'il couvre. Son traitement ne devrait pas se limiter à la présentation des faits mais aller au-delà.

Il sied également de noter qu'il n'a presque pas à l'exception des radios Okapi et Top Congo, des programmes à vocation réconciliatrice, des programmes sur des thèmes controversés ou sur des problèmes de société, traités dans une optique d'intégration, de réconciliation nationale et/ou de cohabitation pacifique entre les peuples.

Les animateurs de débats se contentent de poser les questions, certes judicieuses, sans toutefois donner aux gens ordinaires l'occasion de s'exprimer sur la question, sans proposer eux-mêmes de solutions alternatives au problème rencontré. Le cas du reportage sur l'assemblée provinciale de Kinshasa de Digital Congo. Il faut noter en dehors de tout cela les remarques suivantes : entre factions opposées, trouver des personnes affectées qui sont opposées à la crise et inclure leurs opinions, distinguer vos propres opinions des faits.

Citer le nom de celui qui donne son opinion afin de souligner que c'est une opinion et non un fait ; appeler les gens par le nom qu'ils s'attribuent au lieu d'utiliser des termes comme "extrémiste".

Les émissions de la RTNC, elles, restent assez superficielles, et n'atteignent pas le degré de finesse d'un débat où les intervenants auraient l'occasion de rebondir sur les propos les uns des autres.

La même remarque s'adresse à d'autres émissions qui passent sur les antennes et plateaux des chaînes de la RDC. Si nous pouvons bien le souligner, les professionnels congolais se disent faire le journalisme pour la paix, chose drôle, ne fut ce que le fondateur et même la théorie sur le journalisme proactif ils ne maîtrisent pas.

II. DEFIS DES MEDIAS DANS LA RESOLUTION DES CONFLITS EN RDC

D'entrée de jeu, nous signalons que le journalisme de paix est un concept qui prône une attitude orientée vers la recherche de la paix. Cependant, les journalistes sont des individus qui évoluent au sein de structures organisées et hiérarchisées.

Cela signifie que dans l'exercice de leur fonction, ils doivent rendre des comptes à leurs supérieurs hiérarchiques qui peuvent ainsi, avoir un droit de regard sur leur production journalistique. De plus, ils sont en interactions avec plusieurs acteurs (sources, concurrents, collaborateurs...) qui conditionnent leurs pratiques.

Alors quels sont les facteurs favorables à la mise en œuvre du journalisme de paix dans la perception des conflits armés à l'Est de la RDC ?

II. 1. Facteurs favorables à la mise en œuvre du journalisme de paix

Pour une mise en œuvre du journalisme de paix, il semble nécessaire de déterminer des normes et des stratégies organisationnelles, trouver des ressources nécessaires et enfin miser sur les pratiques orientées vers la paix.

II. 1. 1. Organisation

Nous pensons comme Hackett et Shinar que l'un des obstacles à la mise en œuvre du journalisme de paix, figure l'acceptation de ce concept comme finalité journalistique dans une entreprise médiatique.⁴ Or, « les individus se mobilisent lorsqu'ils croient en quelque chose. La vision, la mission, les objectifs et les valeurs ont, dans une certaine mesure, un caractère existentiel qui interpelle les individus.

Lorsque ces éléments sont partagés, ils peuvent offrir un sens et des motifs durables à la mobilisation ». Il est possible d'en déduire que plus le journalisme de paix sera accepté et plus il sera facile pour les professionnels des médias de travailler dans le respect de ses principes comme c'est le cas avec la radio Okapi.⁵

En effet, il n'existe pas, à l'exception de la Radio Okapi créée par la Fondation Hirondelle qui milite pour la paix dans sa ligne éditoriale. Il se constate que ce média onusien travaille sur les valeurs partagées de la recherche de la paix, le professionnalisme des journalistes et ce, par un travail efficace en interne.

⁴ SHINAR D., « Epilogue: peace journalism – the State of the Art », dans *Conflict & communication online*, vol 6, 2007, disponible sur http://cco.regeneronline.de/2007_1/pdf/shinar_2007.pdf ; HACKETT R., « Journalism versus Peace? Notes on a Problematic Relationship », dans *Mediterranean edition*: vol. 2, 2007.

⁵ KOFFI-KRA A.D., « Le journalisme de paix, de la théorie à la pratique : le cas de la radio Okapi en République Démocratique du Congo (RDC) », Thèse de Doctorat en communication publique, Université de Laval, Québec, 2021, p. 310.

II. 1. 2. Ressources humaines

Dans un pays en proie à des conflits armés complexes, le journalisme de paix a pleinement sa place. Dans ce cadre, le journalisme de paix doit se concevoir comme une pratique professionnelle. Cette pratique nécessite alors des fonds considérables pour garantir l'autonomie à long terme des médias et celle des journalistes. En RDC, la radio Okapi a des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour mener à bien son travail.⁶

En principe, les journalistes qui travaillent dans ce domaines doivent être à l'abri du besoin tant sur le plan matériel que sur le plan financier. Les médias de paix en République Démocratique du Congo doivent bénéficier des fonds publics. S'ils fonctionnent comme des médias ordinaires, ils seront contraints de vivre de la publicité et de la vente de leur produit, bref chercher à vendre leurs produits et services.

Le modèle économique proposé ici va permettre à ces médias d'accéder à l'autonomie financière et pérenniser leurs activités dans un contexte où les médias sont souvent à la merci des hommes politiques ou du plus offrant.

II. 1. 3. Pratiques orientées vers le journalisme de paix

En analysant les contenus informationnels des médias tant nationaux qu'internationaux et la manière dont les journalistes ont couvert les conflits armés à l'Est de la RDC, nous avons pu constater qu'il n'existe pas de culture d'entreprise ou des pratiques internes qui tendent dans le sens d'un journalisme de paix.

En nous intéressant à la couverture médiatique, nous avons pu également noter que ces journalistes ne font pas preuve d'équilibre dans la manière de traiter l'information. Ils se penchent plus sur les exactions des forces négatives que sur les succès enregistrés par les Forces Armées de la RDC et les perspectives de la prévention, de la gestion et de la résolution desdits conflits.

⁶ *Ibidem*, pp. 314-315.

II. 2. Facteurs défavorables à la mise en œuvre du journalisme de paix

Certains facteurs identifiés peuvent ralentir ou freiner la concrétisation d'un journalisme de paix en République Démocratique du Congo. Ces facteurs sont internes et externes aux entreprises médiatiques. Il s'agit entre autres, des divergences de perception, des pressions ou du manque de plan de pérennisation de certains médias.

II. 2. 1. Perceptions divergentes

Chez les journalistes, il s'observe des écarts d'appréciation relativement au journalisme de paix. Si pour certains ce concept cadre avec les pratiques en interne comme à la radio Okapi, pour d'autres, ce n'est pas le cas. Le journalisme de paix est perçu comme une pratique journalistique exportée de l'Occident.

Dans cette optique, nous nous interrogeons sur la manière dont les journalistes nationaux parviennent à négocier leurs identités dans le cadre de ces pratiques journalistiques exportées.

Selon cette frange, « les journalistes nationaux ne peuvent s'identifier à une culture journalistique internationalisée et à la fois se poser en citoyens responsables respectueux de la "culture" nationale ». ⁷ En effet, focalisés sur l'idée de faire du journalisme un quatrième pouvoir, ils omettent de saisir la complexité culturelle de la société dans laquelle ils évoluent.

II. 2. 2. Pressions internes et externes

Au niveau interne, nous pouvons dire qu'il existe souvent des conflits d'intérêt qui divisent supérieurs hiérarchiques et journalistes. Une telle situation est une entrave à la liberté de presse. On pourrait arguer que les journalistes par leur contrat sont obligés envers leurs employeurs. ⁸ Mais, ces professionnels le sont également vis-à-vis de la population. ⁹

⁷ LALIBERTE A., « Le journalisme entre guerre et paix au Rwanda », Thèse de doctorat en anthropologie, Université Laval, Québec, 2009, p. 503.

⁸ CROS J.J., *Le journalisme pour les nuls*, First, Paris, 2011.

⁹ BERNIER M.F., *Ethique et déontologie du journalisme*, PUL, Québec, 2014.

La quintessence même de la pratique journalistique dans les sociétés démocratiques est d'arriver à dénoncer, critiquer les abus de pouvoir. Mais que se passe-t-il lorsque l'employeur est celui qui contraint le journaliste au silence ? Comment ce dernier peut-il alors faire son travail si, dans l'exercice de ses fonctions, il est rappelé à l'ordre ?

Du point de vue externe, il sied de noter que chaque année, l'ONG Journalisme En Danger (JED) répertorie des cas de violations dont sont victimes les journalistes. Ces pressions sont généralement liées aux rapports qu'entretiennent le gouvernement et les médias.

Certains médias de tendance de l'opposition sont parfois victimes des restrictions gouvernementales et des arrestations arbitraires de journalistes.

III. DES PERSPECTIVES D'ACCOMPAGNEMENT DES MEDIAS DANS LA PACIFICATION DE LA RDC

Les médias ont un rôle fondamental dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits à l'Est de la RDC. Ainsi, le journalisme de paix doit être orienté vers les solutions. Pour Galtung¹⁰, il est question de mettre en avant les initiatives de paix pouvant empêcher la reprise des conflits. Selon l'auteur précité, une société pacifique est un espace où il est possible d'envisager la résolution des conflits, la reconstruction des sociétés et la réconciliation.

Cependant, Magguy Kakule, directrice des programmes de la Virunga Business Radio, Goma déclare : « les formations dans le domaine du journalisme sensible aux conflits se déroulent très souvent dans les grandes villes comme Goma, Bukavu ou Beni. Mais les collègues de l'intérieur de notre pays, par exemple ceux des territoires de Rutshuru et Masisi voire même Beni, on les oublie. Sachant qu'ils travaillent aux endroits où on retrouve plusieurs conflits, entre autres inter ethniques, conflits de terre, conflits créés par les groupes armés. Ces journalistes de l'intérieur n'ont presque pas l'opportunité de suivre des formations sur le journalisme sensible aux conflits.

¹⁰ GALTUNG J. *Op. cit.*

En conséquence, on observe le manque de professionnalisme grave. Quelques journalistes ne savent même pas comment poser une question, ils ne savent pas comment se sécuriser dans des zones de conflits. J'avais un peu discuté avec eux, certains m'ont fait voir qu'ils ont besoin d'aide ».¹¹

Conscient du rôle du journaliste pour la paix, Aallyah Teta Gwiza, journaliste de l'organisation Ejo Youth Echo à Kigali dit ce qui suit : « Tout d'abord, moi en tant que journaliste, je dois avoir bon espoir de pouvoir contribuer à la construction de la paix dans la région. Je peux aussi sensibiliser mes collègues. Le journalisme est très important parce que les gens font confiance aux journalistes. Ce sont eux qui transmettent par exemple le message : « Demain vous allez tous avoir un jour férié. » Et les gens ont confiance que c'est vraiment le cas et restent tous à la maison. En tant que journaliste tout le monde a confiance en moi, c'est pour cela que j'ai la responsabilité de faire des efforts pour contribuer à la construction de la paix à travers mes émissions ».¹²

Les médias représentent un outil très puissant pour atteindre un vaste auditoire, particulièrement lorsqu'il s'agit de situations d'urgence telles que les conflits à l'Est de la RDC. Comme pour toute médaille, il y a un revers : ils ont le pouvoir de propager des rumeurs, ce qui génère des peurs inutiles parmi la population et peut entraîner des situations violentes, mais ils ont également la capacité d'informer et d'éduquer les gens au sujet de ces conflits afin de les prévenir, les gérer ou les résoudre. En savoir davantage sur un sujet spécifique donne confiance.

En RDC, on peut constater les deux cas de figure. Mais parmi ces organes de presse, stations de radio et bulletins d'information, lesquels sont crédibles ?

D'un côté, les médias ont contribué, à la fois au niveau local et national, à sensibiliser le public au sujet des initiatives de paix et à les effets

¹¹ RAUPP J., « Avec les informations contre la peur : un projet transfrontalier dans les Grands Lacs », in *Médias et Journalisme dans le travail pour la Paix*, Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng, Bafoussam, Berlin, 2015, p. 55.

¹² *Ibidem*, p. 56.

dévastateurs des conflits armés dans la sous-région des Grands Lacs. D'un autre côté, ils ont aussi participé à cultiver et à propager la peur et l'hystérie collective avec la stigmatisation et l'effet d'isolement qui l'accompagnent. Il est évident que les conflits armés dans cette partie du pays a occasionné la mort de populations dans une proportion monumentale et constituent de manière permanente une menace sur l'équilibre géostratégique sous-régional.

Et pourtant, les efforts intrépides et courageux accomplis par le pouvoir en place et les forces armées de la RDC sont moins représentés dans les médias. La presse, communément désignée comme « le quatrième pouvoir » a constitué un instrument important pour la transmission des Déclarations et Communiqués des forces négatives et de leurs exactions.

Il est important de noter que les médias ont eu un impact important sur la perception de ces conflits tant sur le plan national qu'international, principalement en Europe et en Amérique. Il y a, cependant l'effet positif concerne certainement l'aide qui a été et qui est toujours fournie par la communauté internationale. Au point culminant de la crise, l'Est de la RDC a dominé l'actualité de toute la presse écrite, audiovisuelle et des médias nationaux et internationaux. On note également des reportages exagérés et déséquilibrés qui ont généré de la peur et une panique qui n'a pas seulement donné lieu à un ostracisme et à de la violence à l'égard des différents acteurs intervenants dans les conflits voire ceux qui travaillent dans l'humanitaire.

Cela démontre que le journalisme courant se focalise sur « la mauvaise nouvelle est une bonne nouvelle » ce qui n'a vraiment rien en commun avec le journalisme de paix que nous avons développé dans cet article, qui devrait contribuer à une coexistence pacifique. La couverture médiatique et les diffusions disproportionnées sur les conflits à l'Est de la RDC ont conduit à de la méfiance au sein de la population congolaise.

Pour le journalisme de paix, il est important de faire entendre chaque voix. D'après nos observations, nous avons l'impression que tout le monde a maintenant le droit à la parole : la population, les militaires, le gouvernement, les rebelles, les médias, etc. Ils sont tous intégrés à différents programmes et

formats tels que les groupes de discussions, les feuilletons radiophoniques, les narrations, les interviews et autres.

Le large éventail des médias offre un bon aperçu et une réflexion sur les diverses expériences de personnes et de points de vue différents, ce que l'on peut considérer comme un aspect positif des médias, mais des voix critiques s'élèvent à l'encontre des organes de presse en disant qu'on ne donne la possibilité de s'exprimer qu'à ceux qui peuvent payer pour du temps d'antenne et une visibilité. C'est un aspect dont on devrait tenir compte pour des recherches futures.

En définitive, si nous considérons ces différents aspects, on remarque que les médias congolais et la couverture médiatique des conflits armés à l'Est de la RDC ne se sont pas améliorés avec le temps et qu'ils doivent à présent s'intégrer, jusqu'à un certain point, des discours différents pour divulguer les intentions cachées, clarifier les rumeurs et de fournir une information exacte à la satisfaction d'une majorité de la population.

CONCLUSION

Le présent article a porté sur le « rôle des medias dans la résolution des conflits à l'Est de la République Démocratique du Congo : perspectives sur le journalisme de paix ».

Cette étude a visé à jauger la pertinence du respect des normes du journalisme de paix dans la couverture médiatique des conflits à l'Est de la RDC. Ainsi, nous avons relevé que la paix, dans un Etat, est tributaires à plusieurs paramètres notamment la communication des journalistes. Le rôle du journaliste est prépondérant en ce sens qu'il peut contribuer à l'amélioration d'une situation de crise ou des conflits ou à sa détérioration.

Notre étude a permis de jauger l'opérationnalité concrète du journalisme de paix ainsi que la complexité de son application dans la partie-Est de la RDC en proie à des conflits armés. L'appropriation des pratiques journalistiques de paix a été analysée dans les prismes favorables ou défavorables. Nous avons estimé qu'il est essentiel de miser sur l'organisation des entreprises médiatiques, une bonne sélection et gestion des ressources

ainsi qu'une vision orientée vers le journalisme de paix dans l'opérationnalité des activités de l'entreprise. Et ce, en luttant contre les interférences intérieures et extérieures et une convergence de vues sur la portée épistémologique du journalisme de paix.

Dans cet aspect de chose, nous avons remarqué, de la même manière qu'Armande Désirée Koffi-Kra que le journalisme de paix englobe deux réalités. Une réalité normative ou scientifique, mais aussi une réalité fonctionnelle ou opérationnelle liée à la nature même de la profession journalistique. En effet, dans sa conception scientifique, ce journalisme est guidé vers la recherche de la paix. Il se pose, à ce point, des problèmes de réalités environnementales du journaliste dans ses rapports d'influence, de collaboration ou de concurrence qui ont inévitablement un impact sur sa manière de travailler.

Grâce à des entretiens, à de l'observation non participante et à l'analyse de contenu des informations nous avons pu répondre à nos questions de recherches. C'est pourquoi, nous estimons que l'utilisation des médias dans le but de promouvoir la paix est, somme toute, louable. Il se pose le problème des pesanteurs en ce sens que la démarque de sélection de l'information résulte en quelque sorte d'une prise de parti. Alors, quitte à prendre parti, autant le faire en faveur d'une paix durable, en promouvant le dialogue ou en offrant aux récepteurs de l'information toutes les clés pour qu'ils comprennent réellement les tenants et aboutissants d'un fait de société en l'occurrence les conflits armés intempestifs à l'Est de la RDC.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACTUALITE.CD

AKOUN A., *Sociologie de la communication*, Hachette, Paris, 1998.

ANTOINE F., *Analyser la radio : méthodes et mises en pratique*, De Boeck, Paris, 2016.

BALLE F., *Les nouveaux médias avec Gérard Eymery*, PUF, Que sais-je ?, Paris, 1996.

BAYART J.F., *L'illusion identitaire*, Fayard, 1996.

BERNIER M.F., *Ethique et déontologie du journalisme*, PUL, Québec, 2014.

- BERTRAND B. et MARIE C.I., *Le retour du monde : Sociologie de Science Internationale*, Flammarion, 2^e édition, Paris, 1995.
- BERTRAND J.C., *Les médias aux Etats-Unis*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1997.
- BOURNIER I. et POTTIER M., *La Grande Encyclopédie de la Paix*, Casterman, Bruxelles, 2007.
- BRITO O. et PESCE S., « De la recherche qualitative, à la recherche sensible », dans *cairn.Info*, 2015, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-specificites-2015-2page-1.htm>
- CHEMILLER-GENDREAU, *L'Etat du monde*, La découverte, Paris, 1994.
- CORNU W., *La guerre et ses théories*, éd. PUF, Paris, 1970.
- CROS J.J., *Le journalisme pour les nuls*, First, Paris, 2011.
- ESTERELLA T., *Multinational corporations : mergence and evolution*, éd. Roulette, 2010.
- GALTUNG J. et FISCHER D., *Johan Galtung: Pioneer of Peace Research*, Springer, New York, 2013.
- GALTUNG J., « High road, low road , charting the course for peace journalism « Track Two », vol. 7, n°4, 1998, disponible sur www.ccr.ac.za/archive/Two/7-4.
- HACKETT R., « Journalism versus Peace? Notes on a Problematic Relationship », dans *Mediterranean edition*: vol. 2, 2007.
- HIEBBER L., *Lifeline media : Reaching populating in crisis*, Media action international, Genève, 2001.
- http://cco.regeneronline.de/2007_1/pdf/shinar_2007.pdf
- <http://www.reportingworld.org.uk/files/rtw-booklet.pif>
- <https://www.cairn.info/revue-specificites-2015-2page-1.htm>
- HUYGHE F.B., *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Eyrolles, Paris, 2005.
- JACQUINOT G., « Présentation » communications », dans *Apprendre les médias*, Numéro spécial, 2013.

- KÄ MANA G., *Réflexion sur l'invention et la refondation de l'Etat en RDC. Créer un nouvel imaginaire politique*, Pole Institute, Goma, 2012.
- KABWITA KABOLO IKO R., « Paix et stabilité dans la région des Grands Lacs : perspectives stratégiques et diplomatiques », Séminaire virtuel sur la paix et la stabilité dans la sous-région des Grands Lacs, Ambassade la Corée du Sud en RDC, Kinshasa, 2021.
- KABWITA KABOLO IKO R., « Causes et conséquences de l'émergence et de la propagation des discours de la haine en RDC », Conférence initié par l'UNESCO-RDC, Kinshasa, 2021.
- KOFFI-KRA A.D., « Le journalisme de paix, de la théorie à la pratique : le cas de la radio Okapi en République Démocratique du Congo (RDC) », Thèse de Doctorat en communication publique, Université de Laval, Québec, 2021.
- LALIBERTE A., « Le journalisme entre guerre et paix au Rwanda », Thèse de doctorat en anthropologie, Université Laval, Québec, 2009.
- Le MOIGNE J.L., *Les épistémologies constructivistes*, Que sais-je ?, PUF, Paris, 2012.
- LERAY C., *L'analyse de contenu : De la théorie à la pratique, la méthode Morin Chartier*, Presse de l'Université du Québec, Québec, 2008.
- LYNCH J., « Reporting the World : The findings, A practical checklist for the ethical reporting of conflicts in the 21th century by journalists, for journalist », 2002, disponible sur <http://www.reportingworld.org.uk/files/rtw-booklet.pif>.
- MARCEL M., *Pacifisme et internationalisme XVIIe-XXe*, Armand Colin, Paris, 1966.
- MEUNIER J.P. et PERAYA D., *Introduction aux théories de la communication*, De Boeck, Bruxelles, 2004.
- PASQUIER D., *Les scénaristes de la télévision, Approche sociologique*, Ellipses, Paris, 1999.
- radiookapi.net*,

RAUPP J., « Avec les informations contre la peur : un projet transfrontalier dans les Grands Lacs », in *Médias et Journalisme dans le travail pour la Paix*, Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djabateng, Bafoussam, Berlin, 2015.

rtnc.cd

WILLET G., *La communication modélisée, une introduction aux concepts, aux modèles et théories*, éd. Renouveau pédagogique, Ottawa, 1992.

www.ccr.ac.za/archive/Two/7-4.